



Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - Faut-il sauver la Belgique ?

P3 - Quel PRI pour l'APPO de Oaxaca ?

[SERVICES PUBLICS]

P4 - C'est en ne forgeant pas qu'on devient forgeron !

P5 - Le mystère de l'île de Bac

[ÉCONOMIE]

P6 - La dictature des créanciers

P7 - Accords de partenariat économique : un renard libre dans un poulailler libre

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P8 - Fillon ne dort que d'un œil !

P8 - Autocritique ?

P9 - Rugby : quand les médias entrent dans la mêlée

P10 - Libérez la croissance !

[ENVIRONNEMENT]

P11 - Le climat sent le gaz

P12 - POUR MÉMOIRE]

+ AGENDA]

LECTEURS DU PIAF,
envoyez-nous vos articles,
annoncez vos rendez-vous !
contact@le-piaf.org

Sankara n'est pas mort

Mort d'un Président



« La patrie ou la mort, nous vaincrons ! » C'est par ces mots que Thomas Sankara avait l'habitude de terminer ses discours. Le 4 août 1983, date symbolique pour nos oreilles françaises, un soulèvement populaire en Haute-Volta initie l'une des révolutions les plus radicales de l'Histoire africaine. À sa tête, Thomas Sankara devient à 33 ans le président d'un des pays les plus pauvres de la planète. Mais le rêve s'effondre lorsqu'il est assassiné le 15 octobre 1987. Qui était donc ce « Ché noir »

n'hésitant pas à dire que les Burkinabé sont « les héritiers de toutes les révolutions du monde » ? Véritable héros des mouvements sociaux africains d'aujourd'hui, cet homme indépendant épris de dignité et de justice était un militaire intègre, original et cultivé, qui n'aimait pas la violence. Sa politique, celle du CNR (Conseil national de la révolution – autre clin d'oeil, à la Résistance française cette fois) faite de courage, de générosité

et de bon sens, a osé affronter les problèmes d'un pays qui s'enfonçait dans la misère : lutte contre la désertification du Sahel, ré-appropriation du savoir et de la culture vivrière en lieu et place des importations étrangères, indépendance économique via la production locale (« *consommons burkinabé* » aimait-il dire), grands efforts d'alphabétisation et surtout combat de tout néo-colonialisme.

[SUITE EN P4]



Faut-il sauver la Belgique ?



Heureusement il reste
les valeurs essentielles !

La crise qui secoue actuellement la Belgique aura-t-elle pour conséquence une partition de la Belgique ? C'est peu probable. Mais elle montre à quel point l'État fédéral belge est fragile, sa pérennité reposant sur des compromis de plus en plus précaires entre les deux communautés, flamande et wallonne. La crise belge devrait nous alerter car la principale victime des tiraillements entre Wallons et Flamands est la notion même de solidarité entre les citoyens d'un même État. Yves Leterme, le chef du parti chrétien-démocrate flamand, chargé (et re-chargé) par le roi après les dernières élections de former un nouveau gouvernement, a échoué. Depuis trois mois, la Belgique n'a plus d'exécutif. Les raisons de cet échec : la dispute autour du droit accordé aux francophones résidant dans certaines localités flamandes (autour de Bruxelles) de voter pour des représentants francophones. Leterme a d'ailleurs déclaré en 2006 à ce propos : « *apparemment les francophones ne sont pas en état intellectuel d'apprendre le néerlandais, d'où la prolongation de ce statut d'exception* ». Ce genre d'amabilités donne le ton des discussions qui ont lieu actuellement entre les représentants des deux communautés. Sur le fond, les positions des uns et des autres sont relativement simples. Les Flamands, majoritaires, réclament plus d'autonomie, plus de respect pour leur culture et... revendiquent le droit de ne pas payer pour les Wallons. Les Wallons, plus pauvres et économiquement dépendants des Flamands, veulent sauvegarder le statu quo. La Belgique apparaît de plus en plus comme une coquille vide recouvrant deux communautés qui ne se mélangent guère, s'igno-

rent souvent et qui, toujours selon Leterme, n'ont pas grand-chose d'autre à partager que le roi, le chocolat et la bière. Pourquoi donc faudrait-il sauver la Belgique ?

La Belgique est divisée en trois régions et en trois communautés qui ont leur propre gouvernement (voir notre encadré), leurs propres lois, leurs propres partis politiques et même leurs propres syndicats. En Flandre, on ne parle plus que le flamand, dans la région wallonne, le français. Mais loin d'avoir éteint les frustrations de ceux qui, à bon droit, ne se sentaient pas reconnus dans l'ancienne Belgique, ce nouvel arrangement les a encore augmentées. Les Flamands et les Wallons n'ont jamais été aussi séparés et ne se sont jamais autant détestés. Ce que cache la question de la partition, c'est la montée d'un nationalisme mâtiné de libéralisme écono-

mique qui cherche à bazarder ce qu'il reste des anciennes solidarités. S'il y a une raison de sauver la Belgique, c'est de faire échec à ceux qui prétendent égoïstement « qu'il ne faut plus payer pour les autres ».

Alex D.

Un bref retour sur l'histoire de la Belgique semble donner raison aux autonomistes et aux séparatistes. Créée en 1830, à la suite d'une partition (déjà...) des Pays-Bas, la Belgique regroupait les catholiques qui ne se reconnaissaient pas dans un État déclaré protestant. Les fondateurs de la Belgique (le choix du nom du nouveau pays, celui d'une région administrative romaine, signale le caractère artificiel de cette nation), dans un territoire déjà majoritairement flamand, ont choisi le français comme langue officielle et ont, de manière systématique, favorisé les francophones. À la fin du XIX^e siècle, le développement de l'industrie dans la partie wallonne a encore accentué l'écart entre les deux communautés au détriment des Flamands. On peut affirmer que le développement de l'État belge est passé, comme en France, par la négation des spécificités régionales et, en premier lieu, par l'effacement de la langue flamande. À partir des années 1960, on a assisté à un spectaculaire retournement. Les revendications flamandes, associées à la crise économique et politique en Wallonie, ont abouti à la constitution d'une nouvelle Belgique fédérale, en principe plus moderne, mais surtout divisée.



Quel PRI pour l'APPO de Oaxaca ?

Dans la quasi-indifférence générale, des militants de l'État de Oaxaca nous rappellent que tout ne va pas pour le mieux au Mexique.



Eurodéputés : solidarité avec Oaxaca !

S.

L'APPO, l'Association populaire des peuples de Oaxaca¹, a adressé une lettre ouverte au Parlement européen pour lui demander soutien et attention au nom du respect des droits de l'Homme. Cette lettre rappelle la féroce répression qui a suivi le démantèlement de la « Commune de Oaxaca » en novembre 2006. Selon les membres de l'APPO, Ulises Riu, gouverneur de l'État de Oaxaca, élu en 2005 à la suite d'une fraude massive, a systématiquement empêché les grèves, les manifestations ou les simples réunions politiques ou syndicales de se dérouler normalement. Il a fait arrêter de nombreux militants et en aurait fait assassiner d'autres. Il a fait stopper la parution du quotidien Noticias, journal local critiquant ouvertement son action. Enfin, suite à l'occupation de Oaxaca, la capitale de l'État, par les membres de l'APPO et la constitution, pendant plusieurs mois, de la Commune de Oaxaca, Riu a demandé à l'armée et à la police de reprendre la ville, au prix de plusieurs dizaines de morts. L'APPO formule trois demandes simples au Parlement européen : qu'il constitue une com-

mission pour enquêter sur ces faits ; que, puisque des violations des droits de l'Homme sont démontrées, l'Union européenne suspende ses relations commerciales avec le Mexique ; que l'UE emploie les moyens juridiques dont elle dispose pour permettre la libération des militants emprisonnés. Bien sûr, cette lettre n'émouvra pas les eurodéputés, mais elle a le mérite de rappeler que l'élite mexicaine impose par la violence le néolibéralisme à une population qui résiste, dans un contexte « démocratique ». Ce pays, gouverné pendant plusieurs décennies par le Parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI, dont est issu Riu), serait aujourd'hui une vraie démocratie libérale profitant au mieux des leçons de son grand voisin américain. Or, comme l'ont montré les événements du Chiapas et de Oaxaca, ainsi que les dernières élections nationales, la corruption, la violence politique et le racisme sont encore omniprésents.

Alex D.

1 - Ce mouvement est parti d'une grève dure des instituteurs, qui demandaient de pouvoir exercer dignement leur travail. Après une intervention violente de la police, leur cause a été ralliée par un grand nombre d'organisations et de citoyens, pour constituer une collectif qui dépassait le simple rejet d'un élu corrompu.

<http://risal.collectifs.net/>

<http://www.asambleapopulardeooaxaca.com/appo/>

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchamp
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Directeur de la publication : **le Piaf**

Comité de rédaction : **Alex D.,**

Aldo Bernard, Bo.F., Cluc,

Damien S., Gaël Mahé, JMJ,

Katerina Bauhaus, M. Solal,

Magali, Oliver Carmine, Patrick,

PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moiseau.

ISSN : 1957-0031

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes :
Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



[SUITE DE LA UNE] Socialement, il s'attaque aux coutumes les plus ancrées comme l'excision, forme des groupes de militants qui parcourent le pays pour donner des cours d'hygiène et de santé publique, incite les femmes à revendiquer l'égalité et lance des programmes de construction (habitat et bâtiments collectifs).

Il participe aussi au début d'un mouvement qui refuse le cantonnement des pays pauvres dans le vocable « Tiers-Monde », pour créer des liens transversaux entre l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, une collaboration des pays pauvres qui refusent l'asservissement colonial, un rêve d'internationalisme et de non-alignement, un refus de toutes les formes d'impérialisme et de soumission.

Sankara, c'est aussi un style et une audace qui surprennent et agacent les chefs d'état occidentaux et africains : il fait juger les corrompus tout en refusant l'idée même de la peine de mort, il vend les limousines de ses prédécesseurs au profit du peuple. Il change le nom de son pays en « Burkina Faso », littéralement : « le pays des hommes intègres ». Mais il dérange les potentats africains et occidentaux, les chantres de la Françafrique, qui se sont empressés de vouloir le faire taire, par la calomnie et le mensonge puis par les armes. En juillet 1987, dans un discours retentissant à Addis Abeba, il défie les institutions internationales à propos de la dette, appelant à un mouvement de solidarité en Afrique. « Si le

Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence. »

Sa prévision s'est hélas réalisée et Thomas Sankara fût assassiné froidement au cours d'un coup d'État alors que, pour éviter un massacre, il sortait seul les mains en l'air pour affronter ses bourreaux. C'était le 15 octobre 1987, il y a 20 ans. S'il n'a pas eu le droit à une vraie sépulture, il laisse un grand vide et un souvenir très présent et très fort en Afrique. Si fort qu'aujourd'hui encore, ses assassins craignent son nom. Car comme il l'affirmait la semaine avant sa mort, « vous ne pouvez pas tuer les idées ! ».

JMJ & Thomas L.

1 - La nuit du 4 août 1789 : vote de l'abolition des privilèges.

[SERVICES PUBLICS]

C'est en ne forgeant pas qu'on devient forgeron !

Imaginez-vous un enseignant professionnel sans machine ? C'est pourtant ce que prévoit une circulaire ministérielle d'août 2006¹, contre laquelle les enseignants de SEGPA se battent depuis un an. Les SEGPA, ce sont les Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (ex SES), des classes spéciales dans les collèges qui accueillent 100 000 élèves en grande difficulté, de la 6^e à la 3^e. Cet enseignement, assuré en petits groupes (16 élèves par classe) par des instituteurs spécialisés et des professeurs de lycée professionnel, leur permet d'accéder dans de bonnes conditions à des formations techniques.

La circulaire s'est appliquée

progressivement l'an dernier, supprimant les dérogations accordées aux élèves pour l'utilisation des machines dangereuses, réduisant l'encadrement, diminuant les heures d'enseignement professionnel (2h de moins par semaine). Les SEGPA avait déjà fait l'objet de nombreuses restrictions : par exemple les autorités académiques refusent toute formation (cela revient trop cher) aux instituteurs spécialisés qui y sont nommés. Le remplacement progressif de ces instituteurs par des enseignants du second degré (le plus souvent, volontaires désignés) est un autre signe d'une politique dont l'objectif est de dissoudre les SEGPA dans les collèges afin de réaliser des

économies. Cette politique aura pour conséquence de dispenser un enseignement totalement inadapté aux élèves des SEGPA et de ralentir les classes de collège. Les syndicats ont alerté parents d'élèves et conseils généraux (qui financent locaux et machines). Bien que ceux-ci soient réceptifs, gouvernement après gouvernement, le cap reste hélas inchangé : les SEGPA doivent disparaître, en dépit de leur efficacité et de leur adaptation reconnue, parce qu'elles ne sont pas assez rentables.

Folubert Sansonnet

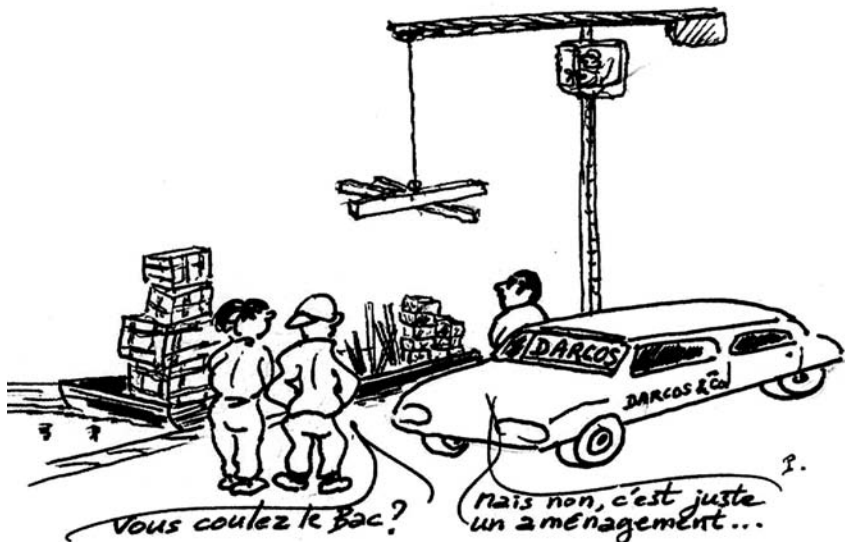
1 - Circulaire n° 2006-139 du 29/08/2006



Le mystère de l'île de Bac

Darcos n'est pas Robien : plus intelligent que son prédécesseur et connaissant bien le milieu enseignant, il sait manipuler le mammouth autant que l'opinion.

Deux exemples pour illustrer ce propos.



Les annonces faites sur la réforme du bac sont remarquables. Le ministre n'ignore pas que, pour beaucoup de Français et d'enseignants, le bac est un objet sacré. Un symbole social autant qu'éducatif. Le ministre n'annonce donc pas sa refonte totale ni sa suppression mais de « justes aménagements » : en finir avec la suprématie du bac S ; ne plus se focaliser sur les 80 % d'une classe d'âge au bac mais sur 50 % au niveau de la licence... et ça passe ! Parce que le plus grand nombre peut y voir un espoir de promotion sociale et d'équité. N'y aurait-il pas des buts beaucoup moins avouables là-dessous ?

Premier but immédiat : remplacer les options par un choix de modules à la carte, ce qui aura pour conséquence des bacs fourre-tout, avec des paniers de modules sans cohérence. Deuxième but : limiter le coût de l'examen en le remplaçant, partiellement puis complètement, par le contrôle continu. Enfin,

augmenter le nombre d'étudiants alors que la dotation publique des universités stagne, c'est programmer une redoutable alternative : soit une université semi-privatisée, co-financée par les entreprises (qui co-gèreraient) et par des frais d'inscription accrus ; soit une université publique sans moyens, saturée, qui laisserait le champ libre (et un jeu de marché) à l'enseignement privé.

« Chaque élève doit trouver dans son établissement l'encadrement éducatif nécessaire à sa réussite ». Qui pourrait critiquer une formule aussi généreuse, laquelle accompagne le paquet d'heures supplémentaires distribuées à la rentrée ? Personne. Pourtant, derrière cette accroche alléchante se cachent encore des réalités peu reluisantes. Premier but de ce saupoudrage : amortir l'effet immédiat des suppressions de postes (plus de 11 000 cette année) auprès des parents et des enseignants. Deuxième but : payer moins les

personnels, les heures distribuées n'étant pas rémunérées pendant les vacances et n'ouvrant aucun droit à la retraite. Troisième but : diluer les matières dans des animations déconnectées de l'enseignement. Les heures supplémentaires sont en effet attribuées pour des projets, qui peuvent être menés par des non-enseignants (surveillants par exemple). Il s'agira moins d'apprendre aux élèves et de leur donner un viatique vers l'émancipation que de faire de la garderie pour éviter que les jeunes ne traînent dans les rues. Quatrième but : créer une offre différente dans tous les établissements, ce qui permettra de les mettre en concurrence et de donner toute son efficacité à la suppression de la carte scolaire. Derrière le prétexte de la diversité se profile une remise en cause de l'égalité d'accès à l'enseignement. Avec un peu de chance, la concurrence permettra aussi de museler peu à peu les enseignants, trop occupés à soigner leur vitrine locale pour s'intéresser à une vision et des revendications communes.

Autres réformes qui traînent dans les cartons : suppression de la carte scolaire, fin du collège unique, refonte et/ou suppression des concours de recrutement (remplacés par des entretiens d'embauche), polyvalence des enseignants sans formation correspondante, entrée des entreprises dans les conseils d'administration des établissements... Quels mots fleuris Darcos trouvera-t-il pour faire passer tout ça en douceur ?

JMJ



La dictature des créanciers

Qui crée la monnaie ?

À cette question, la plupart des gens répondront : l'État. Et sa fameuse « planche à billets ». Certes, la fabrication de la monnaie légale (billets et pièces) relève de la Banque de France, donc de l'État. Le problème, c'est que cette monnaie là, celle qui est tangible, ne représente que 15 % de la masse monétaire en circulation. Le reste est créé par le crédit, donc par des banques privées. Conclusion : l'État ne contrôle plus la création monétaire.

Comment en est-on arrivé là ?

Après la seconde guerre mondiale, l'économie mondiale se développe sur la base d'un endettement général pour financer les besoins de la reconstruction. Les banques et les institutions de crédit appartiennent essentiellement au secteur public. Les taux d'intérêt et le crédit sont donc encadrés, et le contrôle des changes règlementé. La monnaie et la finance sont au service du développement économique. La répartition des gains entre le capital et le travail est arbitrée par le pouvoir politique. Le système explose dans les années 80, sous la double pression de la croissance des échanges internationaux et de l'émergence d'un discours ultra-libéral. Reagan, aux États-Unis, et Thatcher, en Grande-Bretagne, incarnent le tournant vers une économie de marché libéralisée : l'encadrement du crédit et du contrôle des changes sont abolis, les banques privatisées. Un « grand marché des capitaux » voit le jour. La valeur des monnaies fluctue désormais en fonction des marchés, donc de l'offre et de la demande. La porte est ouverte aux spéculateurs.

L'État agissait sur l'économie via les taux d'intérêt et les taux de change. Par exemple, s'il baissait les taux d'intérêt, il favorisait l'emprunt, donc la création monétaire par le biais du crédit. Ce pilotage de l'économie est passé des mains de l'État à celles des institutions de crédit. Il relève désormais d'intérêts privés. Pire : l'État n'a plus le droit de recourir à l'ouverture de crédit (pour financer par exemple des dépenses publiques imprévues). Explication : toutes les banques privées, de même que le Trésor public, ont un compte à la Banque de France. Celle-ci est en effet le « prêteur en dernier recours » de l'ensemble des banques... sauf une. Car depuis 1993, sous l'effet du principe d' « indépendance des banques centrales » voulue par l'Union européenne, la Banque de France n'est plus autorisée à accorder un crédit au Trésor public. L'État, qui pourtant inves-

tit dans l'intérêt général, est donc le seul à ne pas pouvoir avoir un crédit de la banque centrale ! S'il veut emprunter, il doit le faire auprès de banques privées... Résultat : aujourd'hui, la charge de la dette de l'État français représente environ autant que les budgets cumulés de la justice, de la sécurité, de l'environnement, de la culture et de l'agriculture ! Ces intérêts sont versés aux banques privées, dont les actionnaires ne cessent de s'enrichir.

Faut-il revenir en arrière ?

Bien entendu, le discours dominant nous assure que cette évolution était inéluctable. Mais ce système, récent, a été mis en place sous la pression d'une minorité pour son seul bénéfice. Alors pourquoi l'accepter ? L'encadrement de la politique monétaire par l'État permettrait d'en faire un outil au service de l'intérêt collectif plutôt qu'un instrument au profit des intérêts financiers.

Magali

Les conséquences de cette démission ?

L'intérêt collectif a été mis au service de l'intérêt particulier.

► Les inégalités s'accroissent : seuls les projets les plus « rentables » sont aidés financièrement.

► Le crédit n'a plus de frein : l'investissement, illimité, permet de fabriquer toujours plus, de s'enfoncer davantage dans la société du futile, qui produit pour produire, et qui en arrive à épuiser ses ressources naturelles pour satisfaire son insatiable appétit consommateur.

► La création de monnaie est très largement supérieure à la monnaie légale réellement déposée dans les banques. Imaginons un instant que tous les clients d'une banque viennent retirer leurs fonds en même temps...

La banque ne pourrait pas payer, le système s'écroulerait.

Le système capitaliste ne repose donc que sur la confiance des clients envers leur banque. ■



Accords de partenariat économique : un renard libre dans un poulailler libre

Alors que les négociations multilatérales à l'OMC¹ patinent, la promotion des accords bilatéraux de libre-échange prennent une ampleur particulière pour l'Union européenne (UE). Ceux concernant les pays ACP — Afrique, Caraïbes, Pacifique — pays parmi les plus pauvres - sont particulièrement préoccupants : baptisés « Accords de partenariat économique » (APE), ils ont hélas peu à voir avec un souci de « partenariat » ou de développement².

Les pays ACP comptent 717 millions d'habitants majoritairement ruraux, dont 50 % survivent avec moins de 2 dollars par jour et 200 millions souffrent de la faim. L'explosion de la dette dans les années 1980 a permis aux institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) d'imposer des plans d'ajustement structurel exigeants : réductions drastiques des dépenses publiques (y compris santé et éducation) ; promotion des produits d'exportation, y compris agricoles, aux dépens des cultures vivrières ; libéralisation du commerce ; réduction des contraintes imposées aux investissements étrangers. La Convention de Lomé en 1975 puis l'Accord de Cotonou en 2000 organisaient les échanges entre l'UE et les pays ACP, permettant à ces derniers un large accès de leurs produits aux marchés européens, avec des droits de douane réduits. Pour tenir compte de leur retard de développement, les pays ACP conservaient le droit d'imposer des taxes douanières sur les produits importés d'Europe. Cette asymétrie est remise en cause aujourd'hui.

Sous prétexte d'un « partenariat pour le développement », l'UE réintroduit, à travers les Accords de partenariat économique (APE) qui doivent être signés en décembre, le programme de libre-échange de l'OMC : toutes les protections doivent être supprimées pour 80 à 90 % des échanges commerciaux entre l'UE et les pays ACP, dans des délais les plus brefs possibles. L'objectif est de faciliter l'accès aux matières premières, aux ressources et aux marchés extérieurs pour les entreprises transnationales européennes, dont les intérêts financiers sont abusivement confondus avec ceux des peuples européens². L'UE impose la négociation dans des domaines - investissement, concurrence et marchés publics - que les pays pauvres avaient justement refusé de négocier à l'OMC, tant les conséquences d'une libéralisation dans ces domaines seraient néfastes pour le développement. Tout en refusant pour sa part toute concession, la Commission européenne exerce de lour-

des pressions économiques et politiques sur les pays ACP pour forcer leurs décisions. Massivement dépendants de l'aide au développement, les gouvernements ACP n'ont pas d'autre choix que de céder.

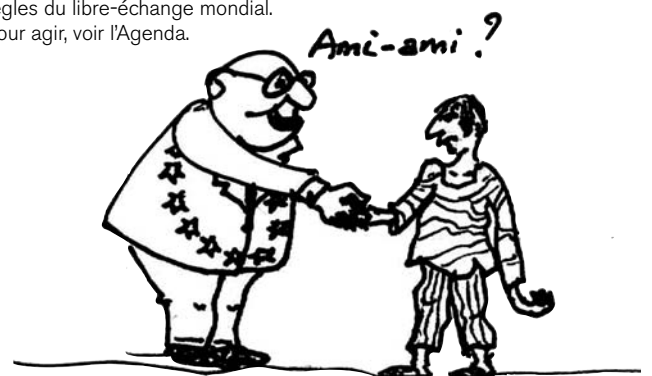
Les taxes douanières constituent pour certains pays ACP le plus clair des recettes de l'État (38 % du budget du Sénégal en 2006). Leur réduction pénalisera les dépenses et investissements sociaux : éducation, santé... D'autre part, en ouvrant sans limite les pays pauvres aux sociétés transnationales européennes, les APE programment la destruction d'un tissu économique balbutiant, dont aucun acteur ne fait le poids face aux géants européens. Le secteur le plus touché sera l'agriculture (soit 50 à 80 % de la population, avec une productivité très inférieure à celle de l'UE) qui produit à la fois la plus grande part des biens exportables et les aliments de base de la nourriture locale : un coup d'arrêt sera donné à toute tentative d'essor autonome.

Ainsi, les objectifs d'éradication de la pauvreté et de développement durable, proclamés dans l'accord de Cotonou, sont balayés au nom de la libéralisation du commerce et de l'investissement. L'Union européenne prépare l'exode rural et les migrations de demain, au moment où elle se transforme en forteresse inaccessible aux migrants. Quelle cohérence...

Frédéric Viale

1 - Organisation mondiale du commerce, où sont définies les règles du libre-échange mondial.

2 - Pour agir, voir l'Agenda.





Fillon ne dort que d'un oeil !



À en croire la rumeur des gazettes, monsieur Fillon serait inactif et n'attendrait que le jour où son maître lui retirera sa laisse ; il n'en est rien. Le fossoyeur des retraites en 2003, le pourfendeur d'Éducation nationale est bien là, hélas, et, re-hélas, sa vision

de la société est toujours aussi alarmante. Qu'on ne s'y méprenne pas, les éléments cités ci-dessous n'ont rien d'un brûlot clandestin à usage des « amis du Medef », ce sont des propositions faites officiellement au Conseil d'analyse économique (CAE¹) et relayées par le pas très gauchiste *Ouest-France* le 15 septembre :

- « - abroger la durée maximale du travail, ce qui, selon lui, ne nuirait pas à la création d'emplois,
- inciter les jeunes à cumuler emploi et études,
- supprimer « l'âge maximal d'activité salariée », tout comme les limites aux cumuls d'activité et de pension de retraite,
- éliminer les dispenses de recherche d'emploi,
- permettre la libre implantation des surfaces commerciales et supprimer « l'interdiction de revente à perte »,
- « libéraliser » les professions « fermées » (taxis, notaires, vétérinaires...).

Que dire ? Si ce n'est que l'on regrette qu'il ne s'agisse pas d'une caricature de chansonnier !

JMJ

1 - « Le CAE est une instance pluraliste composée d'économistes reconnus de sensibilités diverses. Il comporte une trentaine de membres nommés à titre personnel, dont plusieurs membres étrangers, et six membres de droit qui représentent les grandes administrations économiques et sociales. Le CAE est présidé par François Fillon, Premier ministre. » <http://www.cae.gouv.fr>

Autocritique ?

Fillon se lance-t-il dans l'autocritique ou est-il l'un des premiers malades qui seront traités dans le cadre du plan Alzheimer ? Le 21 septembre, pour fêter sans doute les 215 ans de la 1^{ère} République, il déclarait, à l'occasion de son passage en Corse : « *Je suis à la tête d'un État en faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un État qui est depuis 15 ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans [...] il faut que les Français prennent conscience qu'il est temps de mettre un terme à des solutions de facilité qui ont été employées depuis 25 ans ...* »

Rigolons un peu : « *je suis à la tête d'un État* », ce n'est pas de l'autocritique mais de l'autosuggestion ! Pour les « *15 ans de déficit chronique* » notons que la droite sur ces 15 années a disposé de tous les pouvoirs pendant presque 10 ans et, pour les 5 autres, cohabitation oblige, seulement de l'Élysée et du Sénat. Pour ce qui est des 25 ans de « *solutions de facilités* » notons d'erechef que la droite a disposé de 13 ans de pouvoir absolu sur 25, de 5 ans avec l'Élysée et le Sénat et le reste avec, excusez du peu, le seul Sénat.

Pour mettre un peu de vinaigre sur l'ensemble, on pourra rappeler que c'est au cours des années Chirac, pendant lesquelles un certain Fillon et un certain Sarkozy furent ministres, que les déficits se sont le plus creusés. Après

les raffarinades au parfum de petit livre rouge, Fillon relance la mode Mao avec l'autocritique publique.

JMJ

**LE PIAF PARTICIPE
À VOS ÉVÉNEMENTS,
ALORS INVITEZ-LE !**

contact@le-piaf.org



© Le Piaf



Rugby : quand les médias entrent dans la mêlée



Pour des générations entières d'amateurs du « jeu de rugby », ce mot évoque avant tout la camaraderie naturelle des enfants : cet état d'esprit, parfois un peu brutal, qui permet de nouer le dialogue dans les cours d'école. Les sports collectifs sont d'ailleurs un des rares lieux où l'on retrouve ses 5 ans à courir derrière un ballon ou à se prendre pour Blanco¹. L'esprit de compétition entre les équipes, les villes ou les clochers, n'est bien souvent qu'un prétexte pour apprendre à accepter l'autre, à agir collectivement ... Tout rugbyman se sent intégré dans une petite communauté franc-maçonne où le mot camarade a parfois plus de sens que dans certains milieux. Mais depuis quelques semaines, j'ai l'impression que mon univers de rugby n'est plus du tout le même. Lorsque je parlais du prochain match, les gens s'étonnaient qu'un match de foot passe en

pleine après-midi sur une chaîne inconnue. Depuis le début de la coupe du monde, TF1, la presse et toutes les radios relaient systématiquement des propos de joueurs de rugby qui n'avaient auparavant même pas leurs places dans le Mi-

Pour jouer et vivre collectivement, une équipe a besoin de confiance, de solidarité... notre futur ministre (Bernard Laporte) ne parle que de concurrence entre les joueurs et les motive à coup de fouet moral.

dol, le jaune journal du rugby². Pire, la publicité omniprésente défie des joueurs et utilise les symboles de ce sport pour vendre des voitures ou des téléphones !

Gavé d'annonces idiotes, j'en appelle aux défaites de l'équipe de France pour retrouver le petit univers confidentiel que j'appréciais. Défaite... en rugby ce n'est pas très grave, l'essentiel est de jouer et de bien jouer. La plupart des matchs internationaux étaient sans autre enjeu que de savoir à la fin s'il y avait eu de belles actions collectives.

Collectif, tiens voilà un joli mot que

semblent avoir oublié les médias et l'entraîneur-ministre Bernard Laporte. Pour jouer et vivre collectivement, une équipe a besoin de confiance, de solidarité... notre futur ministre ne parle que de concurrence entre les joueurs et les motive à coup de fouet moral³. Qu'il me semble loin mon rugby de village dans ce monde lisse de la publicité, des déclarations vides des joueurs et de la médiatisation de joueur à la sauce TF1. Bien sûr, le monde de l'argent est entré depuis de longues années dans le monde du sport, poussant les cyclistes vers la fac de médecine et les rugbymen loin des bancs de l'université. Eh oui, les internationaux des décennies passées avaient souvent un bagage universitaire ou un métier. Ce statut non-officiel de semi-professionnel leur donnait une autre allure que celle de support publicitaire qu'on leur impose aujourd'hui.

Cette coupe du monde de rugby permet de médiatiser et d'enrichir l'Ovalie, le pays planétaire du rugby. Mais elle laisse aussi se ternir les mots « collectif » au profit de « concurrence » et de « beau jeu » pour celui « d'enjeu ». À quand les foules de hooligans dans un Brive-Montferrand ?

Fouilhoux père et fils

1 - Zidane du rugby, noir mais avec des cheveux.

2 - Le journal *Midi Olympique* est imprimé sur papier jaune.

3 - À l'image de son mentor, Laporte a lu la lettre de Guy Môquet aux joueurs avant le premier match.



Libérez la croissance !



La formalisation des rapports, c'est Fini !

Avec Sarko, le peuple a le pouvoir. Vraiment. Lorsqu'il a installé la « commission pour la libération de la croissance »¹, présidée par l'inévitable Attali, il leur a dit « cash », comme dit notre secrétaire d'État aux banlieues, « *il ne s'agit pas de faire un rapport de plus. Ce que vous proposerez, nous le ferons* ». Et comme Attali et ses copains ont l'autogestion dans la peau, ils « *souhaitent que tous les Français*

soient membres de cette commission ». Vous pouvez donc vous exprimer sur 35 blogs sur différents sujets. Et « *toutes les propositions postées sur ce site seront analysées et intégrées dans les travaux préparatoires* ».

Attali nous prépare donc des scènes surréalistes, où Eric Le Bou-

cher, chroniqueur de droite au *Monde*², et Yves de Kerdrel, du *Figaro* et de *BFM*, tous deux membres de la commission, reprendraient vos propositions de gauche. Vous n'y croyez pas ?

En clair, si vous payez de votre poche des soins dans une clinique privée, c'est de la croissance, tandis que les mêmes soins payés par vos cotisations dans un hôpital public, c'est de la dépense publique, sorte de péché mortel.

Alors comptez sur les autres membres, dont la liste témoigne d'un pluralisme politique qui va du social-libéralisme au libéral-libéralisme : PDG, hauts-fonctionnaires, économistes bien-pensants... bref, des gens qui

disposent « *d'une expertise affirmée en matière économique et sociale* ». Il faut croire que les syndicalistes, absents, n'ont pas d'expertise sociale.

En attendant votre participation à ce grand élan de démocratie participative, les « experts » de la commission ont déjà leur petite

idée sur la croissance : la moitié des rapports téléchargeables sur le site provient de l'Institut Montaigne, lobby idéologique ultra-libéral dirigé par Claude Bébéar (le patron d'Axa). Le rapport « Réconcilier la France avec la compétitivité », catéchisme de la doctrine néo-libérale, rappelle les dogmes de la foi : « *le capital est le carburant de l'économie* » et « *la croissance est entraînée par les entreprises du secteur marchand* ». En clair, si vous payez de votre poche des soins dans une clinique privée, c'est de la croissance, tandis que les mêmes soins payés par vos cotisations dans un hôpital public, c'est de la dépense publique, sorte de péché mortel. Parmi les multiples incarnations du Mal, le rapport pointe le code du travail, ennemi de la croissance car il « *conduit à une formalisation des comportements quotidiens* » : une tape amicale du patron, c'est tellement plus cool qu'un procès aux prud'hommes !

Un des blogs d'Attali est intitulé « *croissance de quoi ?* ». C'était peut-être la première question à poser avant de lancer cette commission. Comme le dit un internaute, « *un chiffre augmente : celui de ceux qui s'interrogent sur l'intérêt collectif de cette croissance-là !* ».

Folubert Sansonnet

1 - www.liberationdelacroissance.fr

2 - Cette participation de Le Boucher est critiquée par d'autres journalistes du *Monde*, au nom de l'indépendance du journal.



Le climat sent le gaz



Notre bonne vieille Terre se réchauffe, notamment du fait du pétrole, du charbon et du gaz naturel que l'on brûle. Mais bon, pas de panique et, surtout, ne bousculons pas trop nos modes de vie, de production et de consommation.

Gardons le cap dit « libéral » du chacun pour soi. Une main invisible devrait aider à régler tout ça. Gardons la foi.

Tout aussi invisible est le gaz carbonique (CO²). Chaque matin, au réveil, je m'emplis les poumons, et je

ne me rends pas compte que quelque chose a changé. Dans mes poumons il y a plus de gaz carbonique qu'il y a un an, et plus encore qu'il y a deux ans¹. Aujourd'hui, en 2007, la densité du gaz carbonique dans l'atmosphère est à un niveau qui n'a jamais été atteint pendant toute l'ère quaternaire ! Une ère dans laquelle la Terre est entrée il y a quelques

2,6 millions d'années.

Cependant, je m'égare, je perds le sens du réel. Mais cet égarement n'est pas solitaire et ne consiste pas à me dire qu'à pris fin l'ère quaternaire. C'est l'humanité entière qui bascule dans un

délire, une fuite en avant qui s'accompagne d'un refus du réel. Et si je m'égare, c'est que je participe à cette folie collective.

Quand je retrouve la raison, je regarde angoissé, mais lucidement, des chiffres qui

s'inscrivent hors de l'ère quaternaire, très loin de l'ère quaternaire.

Ces chiffres sont publiés dans un rapport du GIEC, groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, mis en place en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

**Où cela nous mène ?
Personne ne le sait
réellement. Les modèles
utilisés par les scienti-
fiques spécialistes du
climat ne donnent lieu
qu'à des expériences
en laboratoire où il est
impossible de recréer
la complexité [...]**

Notre ère quaternaire a présenté une succession de périodes glacières et de périodes inter-glacières (chaudes). Ainsi le taux de gaz carbonique dans l'atmosphère fluctue depuis 400 000 ans (plus exactement fluctuait) entre deux extrêmes, 180 et 300 ppm (ppm : parties par milliard). Aujourd'hui, en 2007, le taux de gaz carbonique augmente de près de 2 ppm par an, et nous sommes déjà à 387 ppm, loin, très loin des valeurs habituelles de l'ère quaternaire.

Où cela nous mène ? Personne ne le sait réellement. Les modèles utilisés par les scientifiques spécialistes du climat ne donnent lieu qu'à des expériences en laboratoire où il est impossible de recréer la complexité présentée par les interactions entre l'atmosphère, les océans, le climat et la biosphère.

En revanche, des pistes existent² pour mettre fin à cette fuite en avant, à cet égarement collectif, pour concrètement faire diminuer ce taux de CO². Mais elles nécessitent des décisions politiques majeures, et appellent l'engagement de chaque citoyenne et de chaque citoyen.

Marc Delepouve

1 - Le gaz carbonique joue un rôle essentiel dans le climat : il retient une partie de la chaleur que nous envoie le soleil. C'est le principal gaz à effet de serre dont, depuis le début de la révolution industrielle, l'origine peut significativement être l'activité humaine.
2 - Une simple stabilisation au niveau actuel n'arrêterait pas le réchauffement terrestre. Le rapport 2007 du GIEC précise qu'une réduction de 50 % des rejets de CO² serait suivie d'une courte période de moins d'une décennie de stabilisation du taux de CO², puis d'une reprise de son augmentation. Une élimination forte des émissions de gaz carbonique d'origine humaine semble nécessaire.



LE PI AF - N°18 - OCTOBRE 2007

Un aller-simple pour la France

Madame Chunlan Liu n'était pas une criminelle et pourtant elle avait peur, peur de la police, tellement peur qu'elle a sauté par une fenêtre ouverte lorsqu'elle a vu les policiers, lesquels étaient d'ailleurs venus pour une autre personne. Pourquoi cette peur totale, cette peur angoissante, cette peur mortelle au sens littéral du terme ? Parce que Madame Chunlan Liu était une « sans-papiers », une de ces personnes qui n'ont plus le droit de vivre en France, une de ces personnes invisibles qui travaillent, habitent en France, y payent des loyers, des charges, des factures de téléphone, qui inscrivent leurs enfants dans les écoles mais qu'un pouvoir devenu fou autant qu'inhumain a décrété ennemi numéro 1.

Voleurs, trafiquants, hommes d'affaires véreux peuvent dormir tranquille, la police n'a d'autre urgence dans le « pays des Droits de l'Homme » que de chasser des hommes, des femmes et des enfants qui, eux, ne demandent qu'à vivre paisiblement.

JMJ



[AGENDA]

MARCHE CHARTRES - PARIS POUR LA LIBERTÉ ET LE DROIT DE PRODUIRE ET CONSOMMER SANS OGM...

Samedi 13 octobre, la marche se terminera à Paris par une manifestation entre Porte d'Ivry et Hôtel de Ville, (RDV à 10h porte d'Ivry) ; puis une conférence se déroulera à l'Université de Saint-Denis, de 15h à 19h.
<http://marche.chartres-paris.ouvaton.org>

CONTRE LES FRANCHISES MÉDICALES ET POUR L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES ET TOUS

Manifestation unitaire
Samedi 13 octobre - 14h - Place Raoul Dautry - Paris 15°.
www.contre-les-franchises.org

LA FIN ANNONCÉE DU DROIT DU TRAVAIL ? Conférence-débat avec Gérard Filoche

Mercredi 17 octobre - 20h - maison des Associations - 11 rue Caillaux - Paris 13°.
<http://www.france.attac.org>

RÉGULER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Séminaire intitulé « Globalisation financière : quelles pistes de régulation ».

Du 6 au 16 octobre 2007 - de 9h30 à 13h - dans l'hémicycle du Conseil régional d'Île-de-France - Paris 7°.
www.forumgc.org

FESTIVAL DU FILM MILITANT D'AUBAGNE

Le Festival du film militant d'Aubagne oeuvre à promouvoir la visibilité de films engagés et autoproduits, mais aussi d'oeuvres professionnelles pas ou peu diffusées.

Du 9 au 13 octobre - Aubagne (13)
www.festival.documentaires.info

GRAND RASSEMBLEMENT CONTRE LA POLITIQUE PRONUCLÉAIRE DE NICOLAS SARKOZY

Samedi 27 octobre - 15h - Place de Fontenoy - Paris 8°.
www.sortirdunucleaire.org

POUR LES PARISIENS :

- ★ l'agenda mensuel des résistances et des alternatives est sur <http://letohubohu.free.fr/>
- ★ un nouvel agenda militant sur <http://demosphere.eu>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PI AF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PI AF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

EMAIL